

| PPA | date | remarque | réponse apportée |
|-------|------------|---|--|
| CA 88 | 10 06 2024 | La Chambre d'Agriculture des Vosges a été destinataire pour avis, d'un permis de construire sur la commune de COUSSEY (PC 088 118 24 N0002), déposer par la GAEC OPS pour une ombrière servant au stockage de matériel. Ce projet est localisé en zone UY avec un règlement inadapté qui autorise les constructions de commercialisation, de stockage collectif (comme une CUMA), ou transformation des produits agricoles, ainsi que les silos agricoles. Aussi, il serait opportun pour assurer la pérennité de l'activité et de reclasser la parcelle ZH 63 en zone AC pour répondre au développement de l'activité agricole. Même si une zone agricole constructible vaste aurait été la bienvenue, une zone agricole constructible (AC) englobe chaque site. Ce choix assure le développement et la pérennité de l'activité. | Ce permis de construire concerne un bâtiment à vocation agricole en effet. Pour autant, le reste de la parcelle est entièrement occupé par une autre activité économique qui n'est pas reliée à cette exploitation agricole. En cela la CCOV souhaite maintenir le sous-secteur "UY" sur la parcelle n° ZH 63. |
| CA 88 | 10 06 2024 | Sur les demandes d'évolution et d'ajustement de zonages ci-après, les parcelles visées sont généralement tout ou partie déclarée à la PAC. Selon les cas, un reclassement en zone A ou N est à privilégier. Dans le cas de propriétés existantes disposant déjà d'un jardin, il est inutile de l'agrandir en englobant des parcelles agricoles voisines. Ces parcelles en double rideau, déclarées à la PAC, non desservies, autorisent des constructions nouvelles qui ont un impact sur l'espace agricole, notamment sur les plans d'épandage. Des ajustements sont proposés pour les parcelles suivantes : • DOLAINCOURT : A 844 (propriétaire différent de la A 839) • VIOCOURT : ZB 51 (aligné à l'espace constructible sur la parcelle ZB 52) • CHATENOIS : ZL 4 • LA NEUVEVILLE SOUS CHATENOIS : AB 187 (Propriétaire différent des 158 et 160) | La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes. |
| CA 88 | 10 06 2024 | La zone NJ est à utiliser uniquement sur des espaces de jardins existants, afin de ne pas participer à l'artificialisation (Cf. définition du SRADDET, règle n°16 Sobriété foncière). Ainsi, l'espace NJ à Châtenois parcelle ZL 4 pourrait être reclassé en zone N. | La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes. |
| CA 88 | 10 06 2024 | Ne pas créer de nouvelles zones urbaines vers des espaces boisés ou forestiers : avec le changement climatique, le risque incendie est de plus en plus grand, et il apparaît essentiel de ne pas approcher de nouvelles constructions à proximité. • ROLLAINVILLE : ZC 164 et 154, ces parcelles sont incluses dans les 30 mètres de la zone NF, non construites, elle pourrait être retirées de la zone U • SIONNE : les parcelles AB 84 et 71 sont classées respectivement en futaies et taillis simples. Au vu de l'analyse des photographies aériennes, elles font parties du massif boisé (comme la partie de la parcelle AB 70 classée N) et devraient être classées NF. • REBEUVILLE : zone 1AU, parcelle ZD 62 (parcelle est classée au cadastre en taillis sous futaie), | La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes. |
| CA 88 | 10 06 2024 | POMPIERRE : De nombreuses dents creuses sont disponibles sur la commune et l'extension proposée en 1AU sur la parcelle ZA 150 ne se justifie pas. Un reclassement en zone A serait le bienvenu. | La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes. |
| CA 88 | 10 06 2024 | SAINT MENGE : Il est proposé des extensions sans que des dents soient toujours présentes. Il apparaît opportun de les reclasser en zone agricole ou naturelle. | La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes. |
| CA 88 | 10 06 2024 | CHATENOIS : la zone 1 AU, parcelle ZL 4 | La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes. |
| CA 88 | 10 06 2024 | LIFFOL-LE-PETIT : la zone 1 AUX impacte un espace agricole et pourrait être réduite de moitié. | La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes. |
| CA 88 | 10 06 2024 | AUTREVILLE : Une zone NE reconnaît le terrain de football. Toutefois, le zonage proposé impacte l'espace agricole. La zone NE pourrait être réduite à l'emprise publique sans impacter l'espace agricole ou en cas de besoin, uniquement à proximité de la construction existante. | La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes. |
| CA 88 | 10 06 2024 | REMOVILLE : ZK 12, 13 et 14, le reclassement en zone N serait la bienvenue. Il est aussi possible de s'interroger sur un reclassement en zone N de l'appendice former par les parcelles ZI 20 (non construite et à moins de 100 mètres des bâtiments), 19, 18 et 24 ; | La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes. |
| CA 88 | 10 06 2024 | COURCELLES SOUS CHATENOIS : La partie arrière de la parcelle A 552 déclarée à la PAC est à reclasser en zone N. L'espace constructible est à aligner avec les parcelles de la zone constructible A 537 et 538 ; | La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes. |

| | | | |
|-------|------------|---|--|
| CA 88 | 10 06 2024 | VOUXEY : ZH 51, reclassement de l'espace en double rideau, | La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes. |
| CA 88 | 10 06 2024 | SONCOURT : ZA 75 : | La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes. |
| CA 88 | 10 06 2024 | Enfin, il convient de préciser que des espaces en zone 2AU sont situés à proximité de bâtiments agricoles (LA NEUVEVILLE-SS-CHATENOIS, REBEUVILLE). Il conviendrait de préciser une condition supplémentaire pour l'ouverture de zone 2AU, à savoir l'arrêt de l'activité agricole voisine. | La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes. |
| CA 88 | 10 06 2024 | Le projet prévoit sur REMOVILLE un sous-secteur NE, afin de permettre le développement de petits équipements communaux, en continuité d'une zone existante UE. Nous sommes favorables à cette création mais invitons à ajuster le zonage pour respecter une distance de 50 mètres avec les bâtiments agricoles voisins. | La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes. |
| CA 88 | 10 06 2024 | Le projet prévoit un nouveau sous-secteur autorisant des hébergements insolites au sein d'une parcelle agricole, déclarée à la PAC en 2020, sur la commune de NEUFCHATEAU. Ces constructions participent au mitage de l'espace agricole. Son retrait serait le bienvenu. | La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes. Le caractère agricole de cet espace sera maintenu avec la plantation d'une truffière sur l'ensemble de la parcelle n° ZI68. |
| CA 88 | 10 06 2024 | Les zones 1AUX, 1AUY, UX et UY prévues pour l'accueil d'activité commerciales ou industrielles, visent à accueillir de nouvelles entreprises. Toutefois, le règlement y autorise les projets de parcs photovoltaïques au sol. Ces zones sont détournées de leur objectif premier. En zone d'activité, artisanale, industrielle et commerciale, les productions d'énergie solaire sont à autoriser sur les bâtiments ou pour des ombrières de parking uniquement. Nous demandons à modifier le règlement en ce sens et nous souhaitons que la création de centrales solaires au sol, y soit interdite et uniquement autorisée en zone NPV prévue à cet effet. | La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande. |
| CA 88 | 10 06 2024 | Enfin, si le recul de 30 mètres de la zone NF est à appliquer pour des constructions nouvelles, il semble judicieux d'avoir une bienveillance pour les constructions existantes et ne respectant pas la règle précitée. Pour leur permettre d'avoir des annexes et des extensions, le règlement (pour l'ensemble des zones) pourrait être rédigé comme suit : en cas de construction principale ne respectant pas la distance de 30 mètres à la zone NF, l'extension et les annexes sont autorisées, sous réserve de ne pas réduire la distance entre la construction et la zone NF préexistante. | La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande. |
| CA 88 | 10 06 2024 | En zone N ou A, le règlement autorise les annexes et les extensions des constructions existantes. S'il est évident d'autoriser des annexes à des constructions principales, dans le cas présent, le règlement autorise jusqu'à 100 mètres carrés d'annexes supplémentaires. Une annexe est définie, par la jurisprudence, comme suit : c'est une construction secondaire, de dimensions réduites et inférieures à la construction principale, qui apporte un complément aux fonctionnalités de la construction principale » (Rép. min. n°1342 : JO Sénat Q, 22 févr. 2018, p. 821). Dans le cas présent, autoriser une surface de 100 mètres carrés au sol (plusieurs constructions possibles) offre un droit à construire considéré par la jurisprudence comme une extension (CAA Nantes, 30 mars 2020, req. n° 19NT02322). De ce fait, une réduction de la surface à 50 mètres carrés d'emprise au sol, serait donc la bienvenue. | La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande. |
| CA 88 | 10 06 2024 | Le règlement autorise dans le cas où la construction principale se situe en zone U, une annexe est autorisée sur une même unité foncière dans la zone N attenante, à 20 mètres de la zone U. Cette distance est importante, car il peut participer à la consommation d'espace. La construction d'annexe est à privilégier en zone U. Pour inviter à ce principe, la distance de 20 mètres est à mesurer au droit de la construction principale et non pas de la zone U. | La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande. |